





LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3953 - VENDREDI 12 MARS 2021

ELIMINATOIRES CAN 2022

Barthélemy Ngatsono publie une pré-liste de 31 Diables rouges

A deux semaines des dernières rencontres, le nouveau sélectionneur des Diables rouges seniors, Barthélemy Ngatsono, a publié mercredi une pré-liste de 31 joueurs en vue des matches contre le Sénégal et la Guinée-Bissau comptant respectivement pour la 5^e et la 6^e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2022) prévue au Cameroun.

Composée des joueurs issus de la diaspora africaine et européenne, cette pré-liste marque le retour en équipe nationale des anciens tels que Delvin Ndinga et Harris Tchilimbou, mais aussi de nouveaux venus parmi lesquels Nolan Mbemba, Raddy Ovouka et Morgan Poaty.

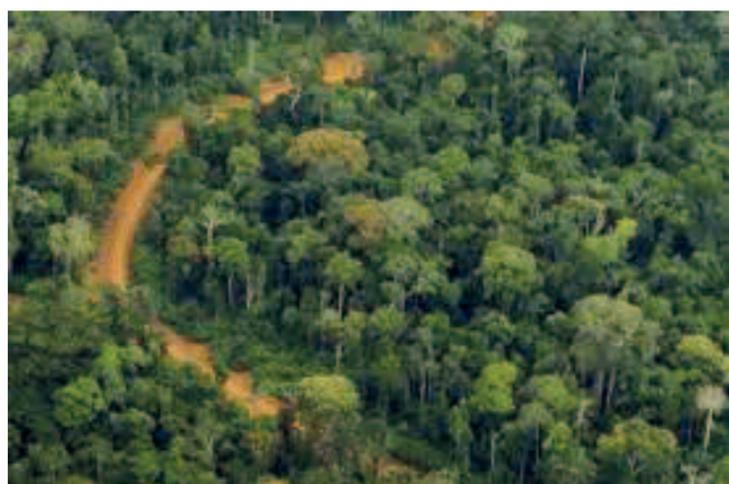
Page 11



Nommé en remplacement de Valdo, Barthélemy Ngatsono assurera l'intérim sur le banc des Diables rouges les 26 et 30 mars CD/ADIAAC

GESTION FORESTIÈRE

La Comifac dotée d'un plan d'opérations 2021-2025



Le massif du Bassin du Congo/Adiac.

La Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) a adopté, à l'issue d'un atelier virtuel, son plan d'opérations 2021-2025 pour une meilleure convergence dans la gestion

des forêts au sein de cette sous-région. Ce nouveau plan de convergence constitue pour la Comifac, un document de référence en ce qui concerne l'orientation de l'action forestière commune, et la préparation des grandes décisions à venir portant notamment sur la gestion durable des forêts tropicales du Bassin du Congo.

Page 5

DÉPARTEMENT DU POOL

Les femmes exhortées à pratiquer l'agriculture

A l'occasion d'une rencontre citoyenne avec les femmes du Pool, le 10 mars à Kinkala, la présidente de la Fondation Congo Assistance, Antoinette Sassou N'Gnesso, a plaidé en faveur de la paix et a appelé son auditoire à s'adonner aux activités agricoles afin de redonner à ce département sa vocation de grenier du Congo. « Je ne suis qu'une interlocutrice qui sollicite votre accompagnement (...). La paix doit être effective pour permettre à chacun de vaquer à ses occupations et développer le département du Pool », a-t-elle indiqué.

Page 16



Antoinette Sassou N'Gnesso s'entretenant avec les femmes du Pool/adiac

PRÉSIDENTIELLE DU 21 MARS

La Cour constitutionnelle forme les délégués électoraux

La Cour constitutionnelle a organisé, le 11 mars à Brazzaville, un séminaire de formation de ses coordonnateurs et délégués sur la régularité de l'élection présidentielle du 21 mars prochain. L'objet du présent séminaire,

a indiqué le président de ladite Cour, Auguste Iloki, est donc d'apporter «l'éclairage nécessaire pour démêler les différentes questions susceptibles de gêner l'exécution de la mission d'observateur électoral».

« Vous serez ainsi sensibilisés aux faits de nature à compromettre le déroulement normal d'un scrutin tels qu'ils sont prévus dans la loi électorale », a-t-il expliqué.

Page 3

Éditorial

J - 10

Page 2

ÉDITORIAL

J - 10

A dix jours du premier tour de l'élection présidentielle, alors que sur le terrain les échanges d'idées et de projets se multiplient entre les candidats et les citoyens, il apparaît clairement que la société civile se mobilise pour faire mieux entendre sa voix, ses espoirs, ses attentes. Une mobilisation qui permet d'espérer que, le 21 mars, les électeurs se presseront dans les bureaux de vote afin de déposer leurs bulletins dans les urnes.

Au-delà du choix que chacun d'eux fera librement, cette mobilisation, si elle se confirme comme tout permet aujourd'hui de le penser, enverra un message fort non seulement à la nation congolaise, mais également à la communauté internationale qui observe avec la plus grande attention comment se préparent et se déroulent les grands scrutins sur le continent. Elle démontrera, en effet, que le jeu démocratique est une réalité bien concrète dans cette partie du monde qui a vécu et qui vit toujours des temps difficiles, mais qui est appelée à assumer un rôle de plus en plus important dans la gouvernance mondiale en raison de son poids humain, de l'importance de ses ressources naturelles, de sa responsabilité dans la protection de l'environnement terrestre, de la place qu'elle occupe dans la prévention et la gestion des crises.

Dans ce contexte très positif tout doit être mis en œuvre maintenant pour que, le jour venu, les électeurs et les électeurs congolais puissent s'exprimer librement et voter pour leur candidat sans se trouver confrontés à des problèmes techniques qui perturberaient dangereusement le vote. Une exigence qui est bien perçue par les institutions et les administrations chargées de mener à bien le processus électoral en cours, mais dont il convient de rappeler l'importance sur le plan intérieur et extérieur.

Faire en sorte que chaque électeur puisse, le 21 mars, exprimer librement son choix est un impératif catégorique pour tous ceux et toutes celles qui joueront un rôle dans la tenue du scrutin. Au niveau national, bien sûr, mais également au niveau départemental et local, donc sur toute l'étendue du territoire, avec la volonté clairement affirmée de conforter le système démocratique que nous avons construit non sans mal au sortir des conflits internes de la fin du siècle précédent.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2021

La mission d'observation de la CIRGL satisfaite du cadre juridique congolais

La mission d'observation de l'élection présidentielle du 21 mars, déployée par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), a échangé le 11 mars avec le président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka.

Conduite par le secrétaire exécutif de la CIRGL, Joao Samuel Caholo, cette délégation a, entre autres missions, d'observer les conditions générales du processus électoral et du déroulement du scrutin afin d'en relever les forces et faiblesses. Il s'agit également de déterminer la conformité de la prochaine élection présidentielle avec les critères du protocole de la CIRGL sur la démocratie et la bonne gouvernance, les standards internationaux en matière d'élections et la Constitution de la République du Congo.

« Nous avons échangé avec le président de la CNEI et nous sommes contents de savoir comment le processus électoral est organisé au Congo. Nous

espérons que la population congolaise, les partis politiques et tous les candidats seront satisfaits dans la loi électorale, du déroulement du processus électoral et du cadre juridique du Congo. Nous avons également remarqué que les bases du processus électoral sont bien établies et les lois sont très claires. C'est donc à nous de suivre les lois pour que la volonté du peuple soit exprimée par les résultats ce jour-là », a déclaré le chef de la délégation à sa sortie d'audience.

En effet, cette mission d'observation est déployée conformément au Pacte sur la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs, de décembre 2006 à Nairobi. Le

programme de travail de cette mission prévoit des consultations avec des institutions et structures administratives impliquées dans le processus électoral et des visites de sièges des partis politiques des candidats à la prochaine élection présidentielle, avant le scrutin. Elle déploiera ensuite des équipes sur le terrain, le 21 mars prochain, pour s'assurer du déroulement du vote. A la fin de la mission d'observation, un rapport complet sera présenté aux organes hiérarchiques habilités et compétents, notamment le Mécanisme régional de suivi de la CIRGL et le gouvernement de la République du Congo à «toutes fins utiles.»

Parfait Wilfried Douniama

INSTITUTIONS

La primature dispose désormais d'un site Internet

Le site web de la primature a été officiellement lancé, le 11 mars, à Brazzaville, par le conseiller spécial, chargé de la gouvernance et du dialogue économique du Premier ministre, Gervais Bouti-Viaudo, en présence du directeur général de l'Agence congolaise des systèmes d'information (ACSI), François Ambendet.

ce site internet représente un outil informatif, complet et à jour, par lequel le citoyen lambda pourra trouver un maximum de réponses aux questions concernant le fonctionnement et les missions du Premier ministre, chef du gouvernement.

« C'est le carrefour national que nous mettons à disposition des professionnels de l'information et des usagers du service public pour exploitation. Il s'agit d'un dispositif qui intègre plusieurs points. C'est un outil que nous avons mis en place pour améliorer la circulation de l'information tant ascendante que descendante... », a souligné François Ambendet. Rappelons que le dispositif de management de

l'information au sein de la primature, conçu par l'ACSI comprend : le pôle interministériel de l'information dans lequel l'ensemble des conseillers à la communication ou en charge de la communication au sein des différents ministères se retrouvent pour mieux faire circuler l'information ; le club presse primature dans lequel toute la presse nationale et les rédacteurs en chef se retrouvent pour pouvoir débattre des questions avec la presse écrite. Ensuite, à cela s'ajoute l'émission Grand dossier qui vise à promouvoir et à valoriser les activités gouvernementales sur le petit écran et enfin, l'arrivée de l'axe digital notamment le site web : www.primature.gouv.cg

Guillaume Ondze

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondze, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzongi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2021

Les délégués de la Cour constitutionnelle formés sur la régularité du scrutin

La Cour constitutionnelle a organisé le 11 mars à Brazzaville une formation au profit de ses coordonnateurs et délégués sur la régularité de l'élection présidentielle du 21 mars prochain.

Ouvrant la rencontre, le président de cette institution, Auguste Iloki a rappelé aux participants, la diversité des attributions conférées à la Cour constitutionnelle parmi lesquelles, figure la charge de veiller à la régularité de l'élection du président de la République avant de circonscrire le but du dit séminaire.

« L'objet du présent séminaire est donc de vous apporter l'éclairage nécessaire qui vous permettra de démêler les différentes questions susceptibles de gêner l'exécution de votre mission d'observateur électoral pour le compte de la Cour constitutionnelle », a-t-il déclaré avant de poursuivre : « Vous serez ainsi sensibilisés aux faits de nature à compromettre le déroulement normal de cette élection tels qu'ils sont prévus dans la loi électorale ». Auguste Iloki a invité les participants à ne pas disperser leurs efforts en recensant des faits de



Les participants au séminaire

toute nature sans rapport avec les compétences de la Cour constitutionnelle. Car, a-t-il souligné, cela relève d'autres insti-

tutions chargées de l'observation nationale qui proposeront des recommandations orientées vers l'amélioration du processus

électoral. « Il vous est demandé de relater objectivement dans vos rapports, les faits qui se sont produits au cours

du déroulement du scrutin afin de promouvoir la transparence, d'améliorer le processus électoral, d'augmenter la confiance des citoyens dans le processus électoral, de prévenir les cas de contestation de l'élection et conséquemment de réduire le contentieux électoral, d'encourager l'acceptation des résultats de l'élection par tous les candidats et rendre ainsi sans objet le recours au juge électoral », a lancé le président de la Cour constitutionnelle.

Pour lui, il revient aux participants « de recueillir au niveau des centres et bureaux de vote des informations relatives à la qualité et à la transparence de l'élection ou à des éventuelles défaillances et insuffisances ».

Notons que le thème de ce séminaire porte sur le suivi du déroulement de l'élection du président de la République.

Jean Jacques Koubemba

Le Rassemblement de la majorité présidentielle mobilise à Talangai

A l'initiative de la députée de la cinquième circonscription électorale de Talangai, Claudia Ikia Sassou N'Guesso, un meeting a été organisé le 10 mars à l'espace « Ngobali », dans le sixième arrondissement de Brazzaville en faveur du candidat de la majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso.



Une vue des militants/Adiac

Ils étaient, en effet, nombreux à avoir répondu présents à l'appel des partis politiques de la majorité présidentielle. Du président du Mouvement pour la démocratie et le progrès (MDP), Jean-Claude Ibovi, à la présidente de la fédération du Mouvement action et renouveau (MAR) Brazzaville, Laeticia Kakou, en passant par le secrétaire général du Club 2002, Parti pour l'unité et la République, Juste Désiré Mondélé, le secrétaire national chargé de l'organisation et de la mobilisation du Mouvement

congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), Philibert Malonga, ainsi que les députés PCT de Talangai et de la première circonscription électorale d'Oyo, Denis Christel Sassou N'Guesso, tous ont appelé à un vote utile le 21 mars prochain.

Selon les différents orateurs, le candidat Sassou N'Guesso est le seul des sept à même de conduire les destinées du Congo pour les cinq prochaines années. Ils ont également revenu sur son nouveau contrat social dénommé

: « Ensemble, poursuivons la marche » qui met un accent particulier sur le social, l'emploi des jeunes et le développement de l'agriculture. « Denis Sassou N'Guesso est le seul des sept candidats qui rassure pour préserver la paix dans le pays », a déclaré en substance Philibert Malonga.

La députée de Talangai I, Blandine Nianga, a, de son côté, invité les habitants du sixième arrondissement à aller voter le 21 mars, en compagnie de leurs proches « l'homme des actions concrètes ».

Parfait Wilfried Douniama

Ferréol Gassackys exhorte les sages et anciens de Poto-Poto 3 à opérer un bon choix

Les échanges entre le directeur local de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Poto-Poto dans le troisième arrondissement de Brazzaville, Ferréol Gassackys, et les sages dudit arrondissement ont eu lieu le 10 mars.

Au cours de ces échanges, Ferréol Gassackys qui estime que Poto-Poto est le bastion du candidat Denis Sassou N'Guesso, a exhorté les sages et anciens à faire un bon choix lors du scrutin présidentiel du 21 mars. « Nous nous sommes retrouvés aujourd'hui pour continuer à soutenir notre candidat. Poto-Poto c'est le bastion de Denis Sassou N'Guesso certes, mais il faut le confirmer. Parce que nous avons constaté une certaine lassitude. Chaque fois qu'il y a des scrutins, c'est vrai qu'on vote en faveur du candidat de la majorité présidentielle mais souvent avec un peu de démotivation parce qu'on dit que c'est un nom facile, c'est évident », a déclaré Ferréol Gassackys.

En effet, le directeur local de campagne de Poto-Poto a voulu leur faire passer le message de transparence, de sincérité, de vérité, parce qu'il veut que cette élection ne soit pas contestée. C'est pourquoi il a associé les sages, les anciens pour leur dire que si auparavant ils restaient chez eux parce qu'ils estimaient que le scrutin n'avait pas besoin de leur apport, aujourd'hui tout le monde doit se tenir debout.

C'est donc un message de mobilisation à l'endroit de toutes les générations. « Hier c'étaient les femmes, aujourd'hui ce sont les sages, demain ce sera le tour des confessions religieuses, des jeunes, bref, c'est toutes les générations que nous devons atteindre pour parvenir au score de 90%. Nous voulons



montrer que tout le Congo à travers Poto-Poto se retrouve derrière Denis Sassou N'Guesso. C'est le message de la vérité, de la sincérité, de la transparence. A Poto-Poto, nous sommes tous rangés en ordre de bataille derrière notre candidat Denis Sassou N'Guesso », a indiqué Ferréol Gassackys.

Pour sa part, le directeur local de campagne adjoint, Jean-Claude Olingo, a rappelé les anciens et sages de Poto-Poto qui n'auront pas reçu les cartes d'électeur en dépit du fait qu'ils se sont inscrits sur les listes électorales, de se rapprocher des chefs de quartier, de zone et de bloc pour le retrait de celles-ci. « Au niveau des mairies, les cartes d'électeur ont été remises aux chefs de bloc, de zone et de quartier. Parce que souvent il y en a qui ne votent pas tout simplement parce qu'ils n'ont pas reçu leurs cartes », a-t-il souligné.

Bruno Okokana

PRÉSIDENTIELLE 2021

Roger Ndokolo confirme son soutien à Denis Sassou N’Guesso

Depuis le 5 mars dernier, le peuple congolais vit au rythme de la campagne présidentielle sous l’égide de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI). Roger Ndokolo apporte son soutien au candidat sortant, Denis Sassou N’Guesso. En réponse à trois questions, c’est ce qu’affirme le président du parti du centre UNIRR.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : En quoi fondez-vous votre soutien au candidat sortant ?

Roger Ndokolo (R.N.) : Aujourd’hui plus que jamais, comme tous les partis du centre au Congo, notre parti s’implique à soutenir celui qui porte le projet de la continuité de la transformation du Congo politiquement, administrativement et économiquement. Depuis son avènement au pouvoir, Denis Sassou N’Guesso s’est engagé à bâtir une nation démocratique libre et prospère. Sans en faire l’inventaire exhaustif, les avancées réalisées par le gouvernement de la République dans un contexte particulièrement difficile sont palpables. Pour cette mandature sollicitée, notre conviction aspire à vivre une nouvelle forme de gouvernance au service du peuple, totalement différente de la précédente, afin d’améliorer le quotidien de nos concitoyens.



L.D.B. : À propos des concitoyens, comment peuvent-ils être certains que ce sera le mandat de la nouvelle ère ?

R.N. : Le projet «Ensemble, poursuivons la marche» du candidat sortant offre une politique de gouvernance destinée à améliorer le quotidien

des Congolais. Au niveau social par exemple, il est prévu une priorité à l’amélioration de l’accès des populations aux services sociaux de base. Pour ce faire une stratégie sociale sera mise en place pour la réduction de la vulnérabilité économique et sociale ouvrant le développement inclusif des populations et une consolidation de la cohésion sociale. En clair, son rôle sera d’encourager les investissements visant à augmenter les capacités de production et de distribution de l’électricité et de l’eau ; donner en concession les infrastructures publiques de production existantes en vue de leur extension et d’une meilleure gestion. La construction des infrastructures se poursuivra. Ce sera le cas des travaux entrepris de bitumage de la route Mindouli-Kinkala par exemple. Des crédits aux agriculteurs, éleveurs, et à tous les producteurs seront octroyés à travers la Banque postale du Congo. Également

au chapitre des engagements, nous considérons la nécessité urgente de réhabiliter le Chemin de fer Congo-océan.

L.D.B. : Quel est votre mot d’ordre ?

R.N. : Notre souhait le plus ardent est de vivre cette consultation suprême dans un climat de paix apaisé et l’unité retrouvée pour un rendez-vous dans la dignité entre le candidat et le peuple. Allons déposer notre bulletin dans l’urne dans le respect des mesures barrières, de distanciation physique relative à la riposte à la pandémie de Covid-19 pour que chacun des sept candidats jouisse d’un bel exercice de la démocratie. Allons voter massivement pour un Congo resplendissant, le 21 mars prochain, afin que notre candidat sorte victorieux dès le premier tour.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

INSTITUT FRANÇAIS
J CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE

DU JEUDI 04 AU SAMEDI 13 MARS

JEUDI 04 MARS
18H00 BISO NA BISO À LA CAFÈT'

SAMEDI 06 MARS
14H00 LANCEMENT DE LA CAMPAGNE #TOSALA : DIFFUSION DE LA VIDÉO ET DU DOCUMENTAIRE #TOSALA SUR TOUTES LES TÉLÉVISIONS ET RADIOS NATIONALES.

LUNDI 08 MARS
15H00 COMPAGNE #TOSALA : TABLE RONDE RADIOPHONIQUE SUR LE HARCELEMENT EN MILIEU SCOLAIRE ET SES CONSÉQUENCES.

17H00 EXPOSITIONS #TOSALA : VERNISSAGE DE 04 EXPOSITIONS PROPOSÉES PAR DIFFÉRENTS ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CONGOLAISE.

MERCREDI 10 MARS
15H00 RENCONTRE LITTÉRAIRE : «L'ÉMERAUDE D'OUTRE-MER» DE PRESTIGE ITSOUKOU

JEUDI 11 MARS
18H00 BISO NA BISO À LA CAFÈT'

SAMEDI 13 MARS
10H00 FORMATION DANSE : «ÉCRIRE ET DÉFENDRE SON PROJET ARTISTIQUE DEVANT LES PARTENAIRES»

ENTRÉE LIBRE, PLACES LIMITÉES

NOUVEAU TRONÇON

POINTE-NOIRE - QUESO

La 1^{re} ligne Directe qui rapproche le Sud du Nord

06 702 15 23 / 06 510 06 25

Départ: tous les Samédis 7h30
Les réservations sont en cours dans toutes les agences de Pointe-Noire

05 728 88 33 / 06 587 44 60
contact@oceandunord.com
www.oceandunord.com

OCEAN du NORD
Sécurité - Confort - Fiabilité
www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com
06 587 44 60 / 05 728 88 33

POINTE-NOIRE à destination de			POINTE-NOIRE à destination de		
	ADULTES	ENFANTS		ADULTES	ENFANTS
DOLISIE	5.000	5.000	NGO	17.000	15.000
LOUDIMA	7.000	6.000	GAMBOMA	20.000	17.000
NKAYI	8.000	6.000	INKOUJOLE	20.000	17.000
MADINGOU	8.000	6.000	OLLOMBO	20.000	17.000
BOUANSA	8.000	6.000	DYO	22.000	20.000
LOUTETE	8.000	6.000	OBOUYA	22.000	20.000
MINDOULI	10.000	8.000	DWANDO	25.000	22.000
MAYAMA	10.000	8.000	MAKOUA	25.000	22.000
PK 45	15.000	13.000	MAMBILI	30.000	27.000
			QUESO	30.000	27.000

GESTION FORESTIÈRE EN AFRIQUE CENTRALE

Le plan d'opérations 2021-2025 validé

La Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) a récemment adopté avec amendements le plan d'opérations 2021-2025 du plan de convergence sous-régional, à l'issue d'un atelier virtuel visant à examiner et améliorer le contenu dudit document et à la restitution des premières conclusions de l'évaluation à mi-parcours de ce plan.

« Le Plan de convergence est reconnu par l'ensemble des partenaires nationaux et internationaux, comme document de référence pour orienter leurs actions, financements ou activités en général. Il devrait également pousser les autres pays d'Afrique centrale, à donner à la Comifac tous les moyens nécessaires pour le fonctionnement de ses structures opérationnelles », a déclaré le directeur du Programme gestion

durable des forêts dans le Bassin du Congo. Il s'est par la suite réjoui de la déclinaison opérationnelle de ce plan sur la période quinquennale 2021-2025 qui viendra garantir le succès de son suivi et de sa mise en œuvre.

Ayant pris part à cette rencontre virtuelle, le ministre des Forêts et de la Faune du Cameroun, aussi président en exercice de la Comifac, Jules Doret Ndonga a reconnu l'importance

du plan de convergence qui vient accompagner les Etats de la sous-région dans le développement des pratiques d'aménagement durable des forêts et de l'environnement, en vue d'une contribution accrue de ce sous-secteur au développement économique et social des pays d'Afrique centrale. « L'évaluation à mi-parcours du plan lancé par le secrétariat exécutif de la Comifac permettra d'apprécier les performances

des cinq années écoulées. Aussi de renforcer son rôle dans l'orientation de l'action forestière commune et dans la préparation des grandes décisions à venir sur la gestion durable des forêts tropicales du Bassin du Congo », a-t-il fait savoir. Au cours de cet atelier qui a duré quatre jours, plusieurs points ont été débattus aboutissant ainsi par des résolutions et recommandations formulées par les participants pour le

mise en œuvre dudit document. L'atelier de validation a connu la participation des représentants de plusieurs pays, notamment Congo, Gabon, Cameroun, Tchad, Centrafrique, la Guinée équatoriale, Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale...

Notons que cette rencontre a bénéficié de l'appui de la coopération allemande, à travers le projet Giz « Appui régional à la Comifac ».

Gloria Imelda Lossele

ALLOCATION COVID-19

Paiement de 3701 ménages vulnérables d'Impfondo

La ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, a lancé le paiement des allocations de Covid-19 à Impfondo, dans la Likouala, le 10 mars. Cette étape marque la fin des opérations de paiements desdites allocations.



Paiement de l'allocation à Impfondo

« Je croyais que nous étions abandonnés ou oubliés. Nous saluons la réalisation de cette promesse qui consiste à nous aider par rapport à la crise que nous avons traversée au moment fort de la pandémie », a déclaré Timothée Otamba, un des bénéficiaires vivant avec handicap.

A Impfondo 4360 ménages ont été soumis aux opérations de certification à l'issue desquelles 3 911 ont été retenus par le comité pluri-acteurs. Pour la phase de paiement en cours, 3701 ménages sont éligibles et 210 sont rangés dans le mécanisme de plaintes.

Le processus aboutissant au paiement a été long et la ministre s'est expliquée. « Ce processus nécessitait beaucoup de doigté afin d'éviter de tomber dans les dérives et antivaleurs décrites par le président de la République », a indiqué Antoinette Dinga-Dzondo, saluant la patience des bénéficiaires qui, pour la plupart n'y croyait plus. Elle a, par ailleurs, attiré l'attention de ces derniers, face aux arnaqueurs, en précisant que toutes les charges inhérentes au traitement de cette allocation sont supportées par le gouvernement, y compris les frais de transaction.

L'étape d'Impfondo met fin au marathon de paiement initié par la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire depuis le mois de juillet 2020. A ce jour, plus de 230 000 ménages bénéficient de l'allocation de solidarité Covid-19 et près de 10 000 sont inscrits dans le mécanisme de plaintes.

Rominique Makaya

8 MARS

Les jeunes femmes édifiées sur leurs droits

Le collectif Tombola a échangé, le 8 mars, avec les jeunes femmes de la Fondation Lezie Biziki sur « la Résilience ainsi que les valeurs à intérioriser afin d'atteindre ses objectifs », lors de la célébration de la Journée internationale de la femme à Madibou dans le 8e arrondissement de Brazzaville.



Les jeunes femmes de la Fondation Lezie Biziki DR

L'objectif est d'inspirer les femmes à croire en elles-mêmes et en leurs capacités en vue d'un changement, explique le co-coordonnateur du collectif, Florian Koulimaya.

Il a expliqué aux femmes que la journée célébrée en leur honneur devrait être basée sur une réflexion sur les droits de la femme. Elle devrait être également fondée sur les efforts consentis de la femme pour qu'elle soit respectée.

« La femme est la seule actrice de son épanouissement. Pour ce faire, la résilience est de mise, d'où il conviendrait à la femme d'avoir son encouragement au quotidien pour l'atteinte de ses objectifs », a-t-il indiqué.

Le co-coordonnateur du collectif a reconnu le talent des

femmes bénéficiaires du programme d'alphabétisation en rappelant la place de choix de la jeunesse. La couche juvénile a juste besoin de l'orientation et de l'encadrement afin d'exploiter son potentiel intrinsèque : l'auto-discipline, l'autonomie, la force de caractère et la capacité de faire face à certains traumatismes, a-t-il ajouté.

L'échange d'expérience avec les coachs en développement personnel a permis aux femmes d'avoir des enseignements sur le goût du travail afin de gagner les financements qui puissent garantir leur autonomie.

Melissa Agnagna a expliqué l'historique de la journée du 8 mars. L'origine de la journée, poursuit-elle, vient de la lutte ouvrière où les nombreuses

manifestations des femmes réclamaient le droit de vote, les meilleures conditions de travail et l'égalité entre l'homme et la femme.

« Le 8 mars n'est pas une journée du port de pagne mais une journée de réflexion, de sensibilisation à la revendication des droits de la femme », a-t-elle déclaré.

Abordant la question de violence fondée sur le genre, Melissa Agnagna a souligné les conséquences néfastes de ces violences sur la vie humaine. La femme porteuse de vie humaine est victime de toutes formes de violences dans la société. Parmi les violences qu'elle subit figurent les violences psychologiques, sexuelles, verbales, physiques, économiques et bien d'autres.

Lydie Gisèle Oko

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU NUMÉRO DE

jeune **afrique**

N° 3098 - MARS 2021



GRAND FORMAT

Congo, un scrutin... et après ?

ÉCONOMIE

À l'heure de la *green economy*

LE MATCH :

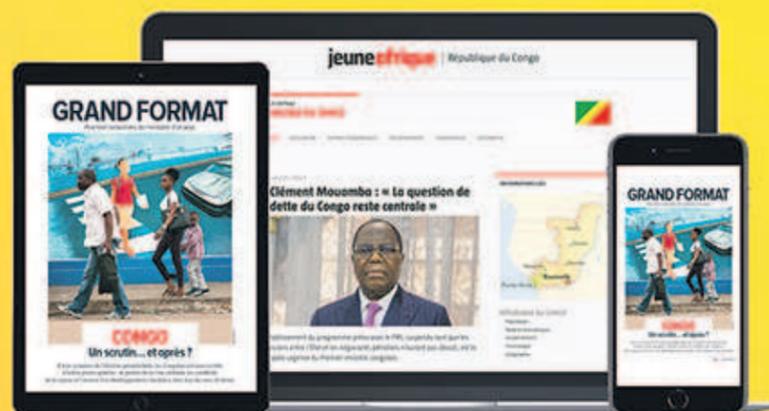
Kais Saïed vs Hichem Mechichi



DISPONIBLE DÈS MAINTENANT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX !

Retrouvez également
toute l'actualité africaine
sur le site et les applications
de Jeune Afrique

www.jeuneafrique.com



JEUNE AFRIQUE
MEDIA GROUP

HAMED BAKAYOKO

Le Premier ministre ivoirien, Hamed Bakayoko, s'est éteint

Evacué de Côte d'Ivoire pour des raisons médicales le 18 février après une aggravation de son état de santé, Hamed Bakayoko avait été transféré dans un hôpital de Fribourg le 6 mars dernier pour y subir un traitement expérimental de la dernière chance. Il a succombé le mercredi à un cancer foudroyant.

Lors de son voyage à Paris la semaine dernière, Alassane Ouattara avait rendu visite à Hamed Bakayoko. Samedi il avait indiqué que l'hospitalisation du Premier ministre devait être prolongée.

L'annonce de son décès a été donnée mercredi soir par la présidence ivoirienne dans un communiqué lu à la télévision nationale. « C'était un grand homme d'État, un modèle pour notre jeunesse, une personnalité d'une grande générosité et d'une loyauté exemplaire », a déclaré Alassane Ouattara.

Pilier de la politique ivoirienne, du RDR puis du RHDP, celui que l'on surnommait « Hambak » jouissait depuis longtemps d'une forte popularité. « Hamed », comme les Ivoiriens l'appellent souvent, n'était pas un grand orateur mais il avait les qualités d'un tribun, la voix, la stature, le charisme. Il parlait à tout le monde, même lorsque la Côte d'Ivoire était divisée en deux camps irréconciliables, rendait des services, cultivait ses réseaux dans tous les milieux, politique, artistique, sécuritaire, diplomatique.

Une popularité que sa famille politique a utilisée comme un atout. Mais elle inquiétait aussi parfois jusque dans son propre camp. Parce que l'histoire d'Hamed Bakayoko est celle d'une ascension balzacienne, favorisée notamment par la confiance de Dominique Ouattara, l'épouse du

président, puis du couple présidentiel. L'histoire d'un garçon qui, le bac pour seul diplôme, sera successivement leader étudiant, journaliste, patron de radio, député, maire d'Abobo, ministre de l'Intérieur, de la Défense, puis Premier ministre à la suite du décès brutal de son prédécesseur Amadou Gon Coulibaly en juillet 2020. Hamed Bakayoko venait d'être élu samedi - malgré son absence -, député de Séguéla.

Certains lui attribuaient des velléités présidentielles, notamment après la mort de son prédécesseur Amadou Gon Coulibaly en juillet 2020. C'est de toute façon Alassane Ouattara qui a alors remplacé son dauphin. Hamed Bakayoko venait d'être réélu député, malgré son absence, à Séguéla.

La dernière apparition publique d'Hamed Bakayoko remonte au 10 février. Ce jour-là, le Premier ministre présente les candidats RHDP aux législatives. Dans les jours qui suivent, son absence commence à interroger. Le 18 février, le Premier ministre s'envole pour Paris, officiellement pour y subir des examens médicaux. Très rapidement des informations sur l'aggravation de son état de santé occupent toutes les conversations à Abidjan.

« Une grande perte » dans la sphère politique

« La Côte d'Ivoire perd un de ses valeureux fils, un grand serviteur de l'Etat », a réagi le directeur



exécutif du RHDP, Adama Bictogo, qui estime que le parti perd « un de ses piliers ». Il salue la mémoire d'un compagnon de route et d'« un des fidèles parmi les fidèles » d'Alassane Ouattara. « Nous nous sommes ren-

contrés avec le président Ouattara le 14 février 1994, il y a 27 ans et depuis nous sommes restés tous ensemble, se souvient Adama Bictogo. Pour le président Ouattara, c'est très dur. C'est la perte d'un

deuxième fils. »

Dans l'opposition, on déplore « une grande perte ». Malgré des choix politiques différents, « Hamed Bakayoko n'était pas un ennemi, bien au contraire, mais un ami », témoigne Franck Anderson Kouassi, secrétaire national du FPI, qui retient de lui « beaucoup de souvenirs ». « Avant qu'il accède aux responsabilités, nous avons eu nos années d'étudiants, nos années de journalistes. Nous nous chahutons beaucoup. Politiquement nous n'avions pas la même vision, mais nous n'étions pas des ennemis, bien au contraire. »

Le PDCI aussi rend hommage au Premier ministre, un homme « dynamique et ouvert » pour le vice-président du parti, Alphonse Djedjé Mady. « Nous sommes très attristés qu'Hamed Bakayoko, un jeune homme très dynamique soit parti de cette façon-là. Il faisait partie de nos jeunes cadres dynamiques, enthousiastes, sympathiques qui est en contact avec pratiquement toutes les couches sociales du pays. Il s'était fait remarquer par son dynamisme, sa disponibilité, son ouverture d'esprit. » Le responsable du PDCI pointe par ailleurs que « la perte en moins d'un an de deux Premiers ministres est une calamité dont la Côte d'Ivoire n'avait pas besoin ».

Josiane Mambou Loukoula

DÉFENSE

Classement 2021 des puissances militaires en Afrique

Le site américain Global fire power (GFP) a publié son index des forces armées dans le monde. Trente cinq pays africains ont été répertoriés parmi les 138 pays du classement.

L'index dispose d'une cinquantaine de critères, notamment les effectifs actifs, l'aéronaval, la disposition de carburant pour les opérations, la flexibilité logistique, le budget consacré à la défense, la flotte de ravitailleurs en vol, la flotte de porte-hélicoptères et les forces paramilitaires. Trente-cinq pays africains, sur les 54 que compte le continent, apparaissent sur la liste des 138 pays retenus. En tête du classement, comme en 2020, se positionne l'Égypte. Après suivent : l'Algérie ; l'Afrique du Sud ; le Nigeria et le Maroc.

Avec une armée, dont l'effectif atteint 930 000 hommes, pour 450 000 en service actif, 1053 aéronaves, 11 000 blindés et 316 bâtiments de marine, l'Égypte continue de dominer militairement en Afrique, mais sort du Top 10 mondial des puissances militaires. Le Maroc prend la place de l'Angola. Le Top 5 africain de cette année est le suivant : l'Égypte ; l'Algérie ; l'Afrique du Sud ; le Nigeria et le Maroc. GFP note une chute brutale de certains pays africains du classement mondial. C'est le cas du Burkina Faso qui perd 32 places, de l'Angola et de la RD Congo, reculant de 10 places chacun.

Par contre, quelques performances ont été observées. C'est le cas de la Libye et du Ghana, qui ont progressé chacun de 10 places dans le classement global, la Tunisie progresse de 8 places, le Soudan du Sud et le Nigeria de 7 places chacun, 18 pays africains ne figurent pas dans le classement (Bénin , Burundi , Cap-Vert , Comores , Djibouti , Erythrée , Gambie , Guinée , Guinée-Bissau , Guinée équatoriale , Malawi , Maurice , Rwanda , São Tomé , Sénégal , Seychelles , Eswatin , Togo). Sur le plan mondial, le Top 5 des puissances militaires en 2021 reste le même qu'en 2020, respectivement : les Etats-Unis ; la Russie ; la Chine ; l'Inde et le Japon. La France se pointe au premier rang européen et 7e mondial, après la Corée du Sud. Le Congo, se place au 26e rang africain et 124e au plan mondial, comme en 2020.

Noël Ndong

LIBYE

Le Parlement approuve le gouvernement de transition

Après deux jours d'intenses débats, le Parlement libyen a accordé sa confiance à l'équipe gouvernementale provisoire dirigée par Abdel Hamid Dbeibah.

Le gouvernement de l'homme d'affaires de 61 ans a obtenu la confiance du Parlement. Sur 132 députés, 121 ont validé la liste proposée par la nouvelle équipe gouvernementale de transition libyenne.

Aussitôt la confiance du Parlement accordée, le nouveau Premier ministre libyen, Abdel Hamid Dbeibah, nommé à l'issue d'un processus politique supervisé par les Nations unies, a

bye est une et unie », a réagi le Premier ministre Dbeibeh.

Le vote tenu le 10 mars à Syrte a été salué comme « historique » pour un cabinet né d'un processus parrainé par l'ONU et qui doit contribuer à sortir le pays du chaos en le menant jusqu'à des élections en fin d'année. Selon les médias locaux, Abdel Hamid Dbeibah et les membres de son cabinet prêteront serment lundi 15 mars à Benghazi, consi-

tout le pays.

Cette équipe où une femme, pour la première fois en Libye, prendra la tête du ministère des Affaires étrangères, sera opérationnelle, jusqu'à la date espérée des élections générales.

Malgré les critiques formulées en raison notamment du nombre jugé trop important de postes ministériels, le nouvel exécutif suscite de nombreux espoirs parmi la population et la communauté internationale qui espèrent un retour de la paix dans ce pays marqué par une décennie de violences. Ce gouvernement d'union censé unir l'est et l'ouest libyen qui revendiquaient chacun le pouvoir conduira le pays jusqu'à la prochaine élection présidentielle qui se déroulera le 24 décembre prochain. Mais avant, l'actuel gouvernement devra mettre à profit les prochains mois pour stabiliser l'économie et créer les conditions favorables pour l'organisation du prochain scrutin ; une tâche ardue, vu l'état actuel du pays.

J.M.L.

« [...] Ce sera le gouvernement de tous les Libyens [...] La Libye est une et unie »

réitéré ses promesses : réunifier le pays et les institutions, être à l'écoute de tous les citoyens en souffrance, vu la situation économique catastrophique, s'occuper du développement des régions d'une manière équitable et fournir tous les efforts nécessaires pour organiser les élections générales en fin d'année. « Je vous remercie pour votre confiance [...] Ce sera le gouvernement de tous les Libyens [...] La Li-

dérée comme la deuxième ville du pays.

Après son élection en février comme nouveau Premier ministre, le milliardaire libyen Abdelhamid Dbeibeh a entamé son processus de formation d'un nouveau gouvernement. La formation gouvernementale intérimaire a pris en compte l'équilibre entre la compétence et la représentation régionale de manière à ce qu'elle soit représentative de



Don de la Fondation BGFIBank à l'école saint Théophile de kintélé.

L'école Saint Théophile de KINTELE est un centre préscolaire moderne érigé en 2016 à un coût estimé à 356

millions de F CFA, dans le but de pallier un tant soit peu à l'insuffisance d'écoles maternelles de proximité sur les lieux de relogement de certaines familles sinistrées à la suite des explosions de Mpila le 04 Mars 2012.



Lors de la visite en 2019 d'une délégation du personnel de BGFIBank Congo, conduite par son Directeur Général pour faire un état des lieux et s'assurer du bon fonctionnement de l'institution, les Religieuses qui gèrent l'école Saint Théophile avaient exprimé à la Direction Générale leur souhait de créer une classe de CP1 pour accueillir les premiers élèves qui auront effectué tout le parcours du cycle maternel.

Celles-ci avaient à cette occasion, demandé à la Banque d'examiner la possibilité de doter l'école de tables-

bancs, doléance à laquelle la Banque avait répondu favorablement tout en promettant de se référer à la Fondation

BGFIBank qui inscrirait ce programme dans le cadre de ses activités de mécénat. C'est pour honorer cette promesse que la Direction Générale de BGFIBank Congo a effectué, le Samedi 27 Février 2021, une nouvelle visite de l'école Saint Théophile de KINTELE pour remettre un don de table-bancs et réceptionner les bâtiments que la Banque venait de faire réhabiliter (peinture et pose d'une enseigne lumineuse).

Afin de respecter les mesures barrières édictées par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, c'est une petite délégation (une dizaine de collaborateurs) qui a pris part à cette cérémonie. Conduite par le DG, la délégation a

été accueillie chaleureusement par les sœurs religieuses congolaises du Rosaire (SRCR) gestionnaires de l'école, une vingtaine d'enfants retenus pour représenter les élèves de cet établissement et quelques parents d'élèves présents.

Au programme, quatre (4) allocutions, qui ont commencée par le mot de bienvenue de la sœur coordonnatrice Gisèle SAMBA BONAZEBI qui a tenu à rappeler que l'école Saint Théophile de KINTELE a débuté ses activités en 2017 avec un cycle maternel constitué de 12 enfants, actuellement l'école compte 85 élèves avec deux classes du cycle primaire (CP1 & CP2), elle a également exprimé sa profonde gratitude à BGFIBank Congo qui à travers la fondation BGFIBank, ne ménage aucun effort pour répondre à leurs sollicitations.

Monsieur Narcisse OBIANG ONDO Administrateur Directeur Général de BGFIBank Congo prenant la parole en second lieu, a félicité à son tour les religieuses gestionnaires de l'établissement pour leur dévouement dans la formation et l'encadrement des enfants et s'est réjoui de l'état remarquable des structures de l'école. Il s'est également engagé à soumettre à la fondation le besoin d'élargissement de l'école dans le but d'en faire un véritable complexe scolaire avec un

cycle primaire et secondaire complets. Il s'en est suivi tour à tour, les mots de remerciement à la BGFIBank du Père Giscard Crépin GANDOU Directeur diocésain des écoles catholiques et de l'Abbé Donatien BIZABOULOU de la commission épiscopale de l'éducation catholique représentant l'archevêque de Brazzaville Monseigneur Anatole MILANDOU empêché.

L'activité ponctuée par des chants et poèmes présentés par les enfants, s'est poursuivie avec la remise symbolique d'un table-banc, la remise des tables-bancs aux religieuses, la visite guidée des bâtiments et la découverte de l'enseigne lumineuse de dénomination de l'école.

Une collation offerte par les religieuses a clos la cérémonie.



ÉMETTEUR
République du Congo

EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

«Emprunt Obligataire du Congo (EOCG) 6,25% NET 2021 - 2026»



PÉRIODE DE SOUSCRIPTION :
Du 12 au 20 mars 2021



MONTANT DE L'ÉMISSION :
100 milliards de FCFA



TAUX D'INTÉRÊT :
6,25%*
net par an sur 5 ans
*exonérés de tout impôt et taxe en zone CEMAC

« Mobilisons notre épargne pour l'avenir du Congo »

ARRANGEUR :



CHEF DE FILE :



SANTÉ PUBLIQUE

La SNPC contribue à l'amélioration de l'offre sanitaire

Dans l'apport des solutions aux problèmes sociaux de base, notamment dans le secteur sanitaire, la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) réhabilite, construit et équipe des structures de santé à travers le pays. La dernière en date sont les centres de santé intégrés de Kombo Matari et de Talangai à Brazzaville.

La rénovation et l'équipement des structures sanitaires que réalise la SNPC s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociétale de l'entreprise en vue d'augmenter la capacité d'accueil des malades et d'améliorer la qualité des soins à offrir à la population afin de mieux répondre à leurs besoins sanitaires, a expliqué son directeur général, Maixent Raoul Ominga, en présence des ministres en charge des Hydrocarbures, Jean Marc Thystère Tchicaya et celle en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, le 8 mars à Brazzaville.

Le Centre de santé intégré de Kombo Matari, dans le 9e arrondissement Djiri, constitué de deux modules et douze pièces, s'étend sur une superficie de 1.183,44 m². « *L'unité fonctionnelle de la vaccination, les salles de surveillance nutritionnelle, de consultation prénatale, le laboratoire de prélèvement et d'analyse* », font partie des compartiments réhabilités et équipés, selon le secrétaire général de la Fondation SNPC, Ma-

« Nous sommes satisfaits de l'amélioration des conditions de travail qui nous permettra de mieux prendre en charge les patients »



Le district sanitaire de Talangai/Adiac

rie-Joseph Letembet, qui a fait la présentation technique de l'ouvrage.

A Talangai...

Dans le sixième arrondis-

d'un centre de santé intégré et d'un hôpital pédiatrique. Là, un bâtiment principal de 356,26 m² de 18 pièces a été remis aux normes y compris la maternité avec

d'anesthésie, de néonatalogie, d'accouchement, de stérilisation », a expliqué Marie-Joseph Letembet.

Au niveau des deux structures sanitaires, la SNPC a



La coupure du ruban symbolique/Adiac

zi, dans le district de Tchiamba-Nzassi, à environ 97 kilomètres de Pointe-Noire. Dans le même élan, la SNPC a mis en service le module mère-enfant de l'hôpital de Kinkala dans le département du Pool, un district sanitaire qui dessert 71981 habitants soit 21% de l'ensemble de la population.

Ce qu'ils ont dit

Pour l'administrateur maire de Djiri, Victorine Ngampolo, le rapprochement des services de santé vers la population permet de ne plus faire de longues distances à la recherche des soins de qualité dans d'autres structures hospitalières de Brazzaville, quelque peu éloignées. Par ailleurs, l'administrateur maire de Ouenzé, Marcel Nganongo, a, quant à lui, appelé la population au civisme pour sauvegarder ce patrimoine sanitaire tout en rappelant aux agents de santé le serment d'Hippocrate.

« *Nous sommes satisfaits de l'amélioration des conditions de travail qui nous permettra de mieux prendre en charge les patients* », a déclaré Pinda Philomène, médecin-chef de l'hôpital pédiatrique de Talangai.

D'autres projets

« *Nous entendons poursuivre notre action dans le domaine de la santé et du bien-être des populations avec la construction très prochaine de trois centres de santé intégrés : deux à Pointe-Noire et un à Etoumbi* », a fait savoir Maixent Raoul Ominga.

Rominique Makaya



Le ministre posant avec les officiels/Adiac

sement, un autre Centre de santé a été rénové, équipé et remis officiellement. La particularité est que le complexe sanitaire est composé

ses 14 pièces reconstruites sur une superficie de 223,13 m². « *Ces structures comprennent, entre autres, un bloc opératoire, des salles*

mis à disposition des moyens roulants : une ambulance et un véhicule dédié aux opérations de vaccination chacune. Les pharmacies rénovées ont été nanties des médicaments de première nécessité. En dehors de ces compartiments sanitaires, il y a des ouvrages d'appui comme le forage avec une réserve d'eau de plus de 9m³, l'incinérateur, le groupe électrogène, etc.

Avant

En juin dernier, au plus fort de la crise sanitaire liée à la covid-19, la société pétrolière a réhabilité le centre de santé du village de Tchimin-



Le district sanitaire de Djiri/Adiac

NÉCROLOGIE

La famille et les enfants Mayola ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur père, oncle et grand-père Pierre Mayola, survenu à Brazzaville, le 4 mars 2021 à l'âge de 111 ans. La veillée mortuaire se tient au n° 20 de la rue NKombo-Mankou à Massina Pk-Mfilou (3^e ruelle derrière le PSP Massina). La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



REMERCIEMENTS

Les familles Yoka et Aya vous remercient pour toutes les formes d'assistance manifestées à leur égard lors du décès de leur sœur, mère, grand-mère et arrière grand-mère Yoka-Aya Marie survenu le 2 février 2021 à Brazzaville et vous convient à la messe d'action de grâce en sa mémoire qui aura lieu le 14 mars 2021 à 10h30mn en la basilique Sainte-Anne du Congo suivie d'un cocktail dans le jardin de ladite Basilique.



Les enfants Kourou, Mebiema, Mombongo et Itoni informent parents, amis et connaissances du décès de leur mère Henriette Nsoko, survenu le dimanche 7 mars 2021. Le deuil a lieu au 53 rue konda (Miadeka Ouenzé) à Brazzaville. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



Pour votre sympathie exprimée spontanément. Pour vos fleurs ; pour vos gestes ; pour vos prières ; pour votre présence autour de Monsieur Roger Rizet Madame Gisèle Rizet, son épouse Ses enfants Ses petits-enfants et ses arrières-petits-enfants Et toute la famille Vous adressent leurs sincères remerciements. Une messe d'action de grâce sera dite en sa mémoire à une date ultérieure à Brazzaville.



LIBRAIRIE LES MANGUIERS
 Un Espace de Vente
 Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
 (africaine, française et italienne)
 Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations
 Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
 Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:
 Du lundi au vendredi (9h-17h)
 Samedi (9h-13h)

Les enfants Kaky, Biyot, la famille Mangou, Jonas Kivika, le colonel Francis Kimbally, la veuve Okabando Kaky Sylvie, les petits enfants, les arrières petits enfants et les belles familles, très touchés par votre marque de compassion, de sympathie et délicate attention à la suite du décès de la veuve Kaky née Madika Elisabeth, vous expriment leurs plus vifs remerciements.

**UNE ADRESSE E-MAIL
 POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
 PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

**LES DÉPÊCHES
 DE BRAZZAVILLE**

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

CAN 2021

Des retours, des nouveaux et des interrogations dans la première pré-liste de Barthélémy Ngatsono

La Fécofoot a publié le mercredi une pré-liste de 31 joueurs issus de la diaspora en Afrique et en Europe, sur laquelle figurent des nouveaux, plusieurs revenants et pas mal d'incertitudes.

Rappelons que les Diables rouges, deuxièmes du groupe I, doivent recevoir le leader sénégalais, le 26 mars à Brazzaville, avant de voyager en Guinée-Bissau, 3^e du groupe avec 1 point de moins à l'instant présent, le 30 mars dans le cadre des 5^e et 6^e journées des éliminatoires de la CAN 2022.

Un point suffirait au Congo pour, cinquante ans après le titre de Yaoundé 72, retourner chez les voisins camerounais. Un point, c'est à la fois peu et beaucoup, surtout pour une équipe qui a changé de sélectionneur deux semaines avant ces échéances capitales.

Adjoint de Valdo, Barthélémy Ngatsono assure l'intérim à la tête de la sélection nationale et a concocté une liste rendue publique ce mercredi. Revue d'effectif.

Ndinga-Tchilibou, le retour des champions d'Afrique 2007 ?

Plusieurs retours, encore théoriques dans l'attente de la liste définitive, sont à noter : d'abord celui de Delvin Ndinga, retiré des Diables rouges depuis avril 2019 et de nouveau compétitif depuis sa signature en première division grecque en février.

Également sacré en 2007, Harris Tchilibou, un autre chouchou du public ponténégrin, pourrait retrouver les Diables rouges, 8 ans après le match Gabon-Congo, qu'il avait débuté sous les ordres de Kamel Djabbour.

Juvhel Tsoumou, deux buts en deux matches en Roumanie, et Kévin Koubemba, 5 buts en 16 matches avec Sabah cette saison, sont aussi pré-convoqués. Les



Ndinga, Koubemba, Bahamboula et Bifouma: plusieurs retours dans la pré-liste des Diables rouges (CD/Adiac)

«Anglais» Christopher Missilou, qui avait plusieurs fois côtoyé le groupe en 2012 sans jamais être sélectionné et Dylan Bahamboula, après 24 mois de disette internationale, ont également leurs noms couchés sur la liste.

Dylan Saint-Louis, dont la dernière apparition est le nul face à la RDC, mettrait fin à une absence de plus de deux ans. Comme l'attaquant vedette des Diables rouges, Thievy Bifouma, dont la situation sportive prête à discussion depuis de longs mois.

Des nouveaux venus...attendus parfois depuis longtemps

Cette liste fait miroiter plusieurs nouveautés : le milieu relayeur haurais Nolan Mbemba, les latéraux gauches Raddy Ovouka et Morgan Poaty, le jeune gardien de la réserve de Reims, Trey Vimalin, Robin Itoua, attaquant amateur du KSK Ronse, l'ailier droit de l'ASNL Bassouamina, le robuste Scott Bitsindou de Lierse et « l'Arlésienne » Brice Samba.

En dehors de Mbemba, qui a donné son accord, et Ovouka, qui brille au Ghana, et Poaty, de retour au pre-

mier plan à Guingamp après une année de mise au ban, les incertitudes demeurent : Brice Samba et Scott Bitsindou vont-ils accepter une sélection qu'ils refusent depuis des années ?

Quel est l'état de forme de Vimalin et de Bassouamina, qui comptent respectivement 4 et 1 matches officiels cette saison, avec l'interruption du championnat de National 2 et la mise au placard du Nancéien ?

Le bon moment pour intégrer et tester des jeunes éléments ?

Que dire du cas de Robin Itoua,

attaquant du club amateur de Ronse, en 4^e division belge ? Sans nier son potentiel talent, est-ce à l'occasion d'une cruciale double confrontation qu'il doit être supervisé ? Alors même que son championnat est arrêté depuis le 10 octobre et qu'il n'a joué que 3 rencontres cette saison, sans trouver le chemin du but...

A l'inverse, trois absences pourraient alimenter les discussions : Prestige Mboundou, prolifique passeur en Serbie, le latéral droit Romaric Etou, dans une liste qui penche à gauche avec Poaty, Mazikou, Ovouka, en attendant la liste des locaux et le milieu Antoine Makoumbou.

L'ancien Monégasque, qui s'épanouit en Slovénie, avait déclaré sa flamme au Congo récemment. Et serait très déçu de ne pas être appelé après avoir reçu des assurances de la part d'un pseudo-émissaire des instances fédérales.

Pour être complet, rappelons que Merveil Ndocky est convalescent.

Quid des internationaux «locaux»?

La liste définitive, qui sera connue ultérieurement, comportera logiquement des éléments issus du championnat national. Sans être dans les petits papiers du staff technique, on peut estimer que Ndzila, Binguila, Mouandza Mapata et Ossete devraient être proches du groupe des 23.

Il n'est donc pas aisé de deviner à quoi pourrait ressembler le choix final. Car choisir, c'est renoncer...

Camille Delourme

MUSIQUE

“Pagaille” le prochain opus de Tidiane Mario

Ce single de Tidiane Mario, de son vrai nom Tidiane Matsouma, est attendu sur le marché du disque au début du mois d'avril en version CD et sur toutes les plateformes de téléchargement.

Membre du groupe A6 les Boss du Game, Tidiane Mario, artiste congolais de Brazzaville, est auteur du titre “Nana” qui l'a boosté, et du concept “Pagaille” qui tonifie déjà le monde musical.

L'artiste a informé Les Dépêches de Brazzaville de la sortie au début du mois d'avril de ce single, “Pagaille”, en version disc compact (CD) et sur toutes les plateformes de téléchargement. Il sera accompagné d'un clip vidéo.

Produit par l'artiste lui-même, « Pagaille » est un concept lancé

par Tidiane Mario pour attirer l'attention des mélomanes et mécènes. Comme l'indique son nom, « Pagaille » est une sorte d'interpellation qu'il utilise pour attirer l'attention de la jeunesse pour mieux les conscientiser dans ses prochains titres.

Rappelons que Tidiane Mario, membre du groupe A6 les Boss, a plusieurs titres et clips déjà disponibles sur le marché dont un dédié au candidat Denis Sassou N'Gusso.

Bruno Okokana



BANQUE CENTRALE DU CONGO

La politique monétaire restera « prudente » en 2021

Le but recherché est de veiller à la stabilité des principaux paramètres du cadre macroéconomique au cours de cette année, a expliqué le directeur général, Jean-Louis Kayembe wa Kayembe. Cette stabilité a été acquise au prix d'un durcissement des mesures de politique monétaire après le dérapage constaté dans l'évolution des indicateurs de la conjoncture entre les mois d'avril et de juillet 2020.

En sa qualité de directeur général chargé de la Politique monétaire et des opérations bancaires au sein de la Banque centrale du Congo (BCC), Jean-Louis Kayembe a publié son rapport pour l'année 2020. Il en ressort que son institution, la BCC, a mené une politique monétaire globalement prudente en raison de la propagation des effets néfastes de la pandémie de covid-19 dans le pays. En effet, parti de l'étranger, le virus a paralysé plusieurs secteurs d'activités économiques en 2019 à travers le monde. Après sa détection à Kinshasa en mars 2020, il n'a pas fallu longtemps pour ressentir les premiers effets sur l'économie nationale. Comme l'a rappelé Jean-Louis Kayembe, les effets nuisibles se sont transmis

à l'économie nationale « par les canaux du commerce extérieur, des investissements directs extérieurs et des donations extérieures ». Il a été observé notamment un ralentissement significatif de l'activité économique, avec un taux de croissance situé à 0,8 % à fin septembre 2020 contre 4,4 % en 2019.

Entre l'économie et la finance, il n'y a qu'un seul pas vite franchi d'ailleurs. La faible mobilisation des recettes induite par le choc violent à coronavirus et l'expansion des dépenses publiques a entraîné des déficits mensuels successifs. D'où le collectif budgétaire au second semestre de 2020 pour doter le pays de projections réalistes, passant ainsi de 18.545 milliards à seulement 9.272

milliards de francs congolais. « Lesdits déficits ont été couverts, outre le recours au financement monétaire de janvier à avril, par des financements sains, principalement les appuis budgétaires du FMI et de la BAD », a-t-il poursuivi.

Tous les efforts soutenus par les partenaires de Bretton Woods et la Banque africaine de développement (BAD) au titre d'appuis budgétaires n'ont pas permis d'éviter une contraction des réserves de change, s'établissant à 708 millions de dollars US à fin 2020 contre 818 millions à fin 2019. Les nombreuses interventions directes et indirectes de la BCC sur le marché de change ont provoqué cette baisse. « La situation a révélé l'insuffisance de

l'offre de devises et la forte pression sur le marché des changes en 2020, dont les interventions de la Banque ont contribué à l'atténuation », a-t-il signifié. La pression sur le marché de change a conduit à une dépréciation de la monnaie nationale de 15 % en 2020, alors qu'elle ne s'établissait qu'à 2 % une année auparavant.

La batterie d'ajustements de la BCC a permis, certes, de stabiliser la situation. Mais il y a eu un dérapage des principaux indicateurs de la conjoncture entre les mois d'avril et de juillet. La BCC a décidé alors du durcissement de sa politique monétaire, avec la signature d'un Pacte de stabilité entre le gouvernement et la BCC. Ces mesures ont abouti au retour de la sta-

bilité interne et externe du franc congolais entre août et décembre 2020.

Pour la nouvelle année, tout sera fait pour poursuivre avec la politique monétaire prudente car il s'agit d'abord de veiller au maintien de cette stabilité. Le respect du pacte de stabilité devrait rester de rigueur au cours de cette période pour aligner les dépenses sur les recettes. Le défi est d'écarter tout risque de retour au financement monétaire. En combinant les trois facteurs suivants, la maîtrise de la pandémie au second semestre, le raffermissement de la croissance économique et le respect du pacte de stabilité, il est possible d'espérer une baisse progressive du rythme de formation des prix.

Laurent Essolomwa

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'Administration Biden appuie les efforts du président Tshisekedi

Le Département d'État américain vient d'établir une liste des groupes terroristes basés sur le continent africain. Cette catégorisation s'inspire de l'article 219 de la loi américaine sur l'immigration, appelée "Immigration and Nationality Act". Selon leurs terrains opérationnels respectifs, ils ont été désignés organisations terroristes étrangères, affiliée à Daech et opérant de façon indépendante.

Ces groupes terroristes sont répartis géographiquement en Afrique centrale et australe. C'est le cas de l'ADF qui opère à partir de la République démocratique du Congo et dont la tête dirigeante se nomme Seka Musa Baluku. L'Afrique australe est sous la coupe de Hassan Abu Yasir qui, lui, opère à partir du Mozambique. Ces deux organisations sont désormais identifiées comme des SDGT, c'est-à-dire des terroristes mondiaux expressément désignés.

La désignation de ce jour est destinée à informer le public américain et la communauté internationale du caractère dangereux de ces groupes, prêts à commettre des actes terroristes. Elle vise aussi à démanteler et isoler les personnes physiques et morales impliquées dans ces types d'opérations tout en leur interdisant l'accès au système financier américain.

L'annonce du Département d'État américain touche par-

ticulièrement la République démocratique du Congo en ce qu'il y a lieu de noter un ambitieux projet terroriste consistant à créer en Afrique centrale une province dite de l'État islamique centrale (Iscap). Le projet a été rendu public par Daech en avril 2019. À terme, son objectif est de promouvoir la présence et d'unifier des éléments associés à Daech. Cependant, en RDC, Daech a pris le visage de l'ADF qui, depuis des années, s'adonne à la déstabilisation dans l'est du pays avec à la clé, plusieurs massacres commis sur les citoyens congolais ainsi que des forces régionales impliquées dans la restauration de la paix dans cette partie de la RDC.

L'ADF avait déjà été sanctionné en 2014 dans le cadre du régime de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies. En 2019, six de ses membres dont son dirigeant Musa Baluku (en 2019 et 2020) ont fait l'objet de sanctions consé-

cutivement au programme Global Magnitski*. Il leur est attribué des graves violations des droits de l'homme. Dans un communiqué, Mike Hammer, l'ambassadeur américain en RDC, affirme qu'avec cette nouvelle désignation de l'ADF, l'administration Biden appuie les efforts du Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo à faire face aux groupes terroristes, désormais identifiés comme Daech-RDC.

*Programme Global Magnitski: Il s'agit d'une loi bipartite adoptée par le Congrès des États-Unis et le président Obama en novembre-décembre 2012. Ce texte prévoit d'appliquer des sanctions financières et des interdictions de visa contre les fonctionnaires russes suspectés d'être impliqués dans le décès de l'avocat Sergueï Magnitski, symbole de la lutte contre la corruption du système politique dans la prison de la Boutyrka de Moscou en 2009.

Alain Diasso

COMITÉ NATIONAL DES IXES JEUX DE LA FRANCOPHONIE

Le collectif des agents licenciés dénonce une procédure entachée d'irrégularité

Le personnel en appelle à l'intervention personnelle du président de la République pour recadrer les choses afin d'éviter la honte à la RDC.

Dans une lettre de recours adressée, le 8 mars, au haut représentant du président de la République au sein du Comité national des IXes Jeux de la Francophonie (Cnjf), Didier Tshiyoyo Mbuyi, les experts et personnels dudit comité ont sollicité leur totale réhabilitation aux qualités et fonctions respectives. Ils se présentent comme des victimes des menaces et de la stigmatisation des décisions verbales du haut-représentant du chef de l'Etat et président du haut conseil des IXes Jeux de la Francophonie.

Parmi les irrégularités relevées, les experts et cadres licenciés notent que « la prérogative de désigner des membres des commissions et de recruter le personnel d'appoint et autres experts revient de plein droit au directeur national des IXes jeux de la Francophonie 2022 ». Ils estiment également qu'à l'absence des résolutions émanant d'une plénière ayant régulièrement siégé et dûment signées par le président et le rapporteur du haut conseil des IXes Jeux de la Francophonie, toute décision prise reste lettre morte.

Le collectif des agents et experts licenciés sollicite leur réhabilitation de façon totale et sans réserve aux qualités et fonctions respectives, au sein du personnel, des cellules, et commissions du Cnjf. Au cas contraire, ont-ils renchéri, « les instances habilitées seront valablement saisies au nom de la légalité, de l'Etat de droit, de la sauvegarde des valeurs de la démocratie, de la bonne gouvernance, de la non-stigmatisation et des droits de l'homme... ». Ils en appellent à l'intervention personnelle et utile du président de la République pour recadrer les choses afin d'éviter la honte à la RDC.

A la suite de sa nomination, le 14 février, le haut-représentant du chef de l'Etat et président du haut conseil des IXes jeux de la Francophonie a renvoyé trente experts et cadres ayant travaillé depuis plus de deux ans au Cnjf. Ce groupe comprend en son sein notamment des experts de la cellule technique ayant contribué à l'élaboration du dossier de candidature pour l'organisation des IXes jeux de la Francophonie. C'est dans ce contexte que la cérémonie de la pause de la première pierre pour la construction des infrastructures devant abriter les jeux prévue pour ce jeudi 11 mars a été, une nouvelle fois reportée, à une date ultérieure.

Jeannot Kayuba

KINSHASA

Félix Tshisekedi donne son aval pour la réhabilitation du grand marché

Les travaux de reconstruction du plus grand espace de négoce de la capitale congolaise vont commencer dans un bref délai.

Le marché central de Kinshasa va bel et bien être reconstruit. Pendant que le début de la démolition de vieux bâtiments était annoncé pour le 11 mars, les travaux proprement dits vont commencer dans un bref délai. Au terme de la séance de travail tenu, 10 mars dans la salle polyvalente de l'hôtel de ville de Kinshasa, sur la situation du grand marché, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a tranché. Le chef de l'Etat avale la réhabilitation de «zando».

Un état d'insalubrité déplorable

Selon le constat fait lors de sa descente, le même jour au marché central de Kinshasa, le chef de l'Etat congolais a déploré l'état piteux d'insalubrité dans lequel se trouve ce prestigieux lieu de négoce. « Je ne peux pas accepter que des Congolais exercent leurs commerces dans des conditions inhumaines. Le marché central doit être construit. Il doit revêtir sa robe d'antan », a fait savoir Félix-Antoine Tshisekedi. Le chef de l'Etat a, par ailleurs, promis de suivre de près l'évolu-

tion des travaux jusqu'à l'achèvement. Il a, cependant, invité les représentants des vendeurs à sensibiliser leurs collègues, afin d'aller occuper des places dans différents marchés provisoires créés par l'hôtel de ville, notamment à Itaga, Kabinda, Kalembelembe, Rail sur ex-24 novembre et huileries. Aussi, Félix Tshisekedi a demandé au gouverneur Gentiny Ngobila de veiller à ce que les vendeurs soient dans de bonnes conditions dans ces marchés provisoires.

Une commission pour analyser le contrat avec Hassan

Le président de la République a, par ailleurs, mis fin aux activités dans ce lieu de négoce, du sujet libanais, Hassan, dont le contrat



Le chef de l'Etat et le gouverneur Gentiny Ngobila visitent les lieux au grand marché DR

vers le pays.

Dans l'entre-temps, le chef de l'Etat a annoncé la mise en place d'une commission qui devra analyser les contours du contrat

tamment de déterminer s'il y a eu respect des clauses. Cette même commission devra également vérifier la viabilité dans les marchés provisoires érigés à tra-

toutes les composantes, notamment les différents syndicats du marché central, le comité de gestion de cet espace, les commerçants, les riverains du marché central, ainsi qu'au représentant de la banque FBN Bank, censée financer les travaux qui seront exécutés par la société Sodema. Devant l'assemblée, le banquier a rassuré que les fonds sont disponibles. Et, l'émissaire de Sodema a, lui aussi, confirmé le début des travaux aussitôt que la démolition d'actuelles installations prendrait fin.

Lucien Dianzenza

« Je ne peux pas accepter que des Congolais exercent leurs commerces dans des conditions inhumaines. Le marché central doit être construit. Il doit revêtir sa robe d'antan »,

a été contesté par l'hôtel de ville de Kinshasa. Félix Tshisekedi a demandé à ce dernier de s'orienter vers d'autres projets à tra-

qui liait la ville à cet opérateur économique de nationalité libanaise. Cette commission aura, selon lui, comme objectif no-

vers la ville.

Il est noté qu'au cours de cette rencontre, le président de la République a accordé la parole à

SUD-UBANGI

Olpa se félicite de la reprise des émissions de Radio liberté Gemena

L'ONG exhorte, par ailleurs, les autorités de cette province à lever d'autres restrictions sur les médias et à respecter les dispositions légales qui garantissent la liberté de presse.

L'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de presse, Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), a salué la reprise des émissions de la Radio liberté Gemena (Ralg), une station privée émettant à Gemena, dans la province du Sud-Ubangi. Tout en prenant acte de la mesure, cette ONG a, néanmoins, condamné la décision tendant à museler un média prise par les autorités de cette entité.

Olpa exhorte, par ailleurs, les autorités du Sud-Ubangi à lever d'autres restrictions sur les médias et à respecter les dispositions légales qui garantissent la liberté de presse.

Ralg, note l'organisation dans son communiqué du 10 mars 2021, a repris ses émissions, cinq jours plus tôt, après la levée de la mesure de suspension par le ministre provincial en charge de la Com-



munication et des médias de la province du Sud-Ubangi, Jobe Lungu Homelema. Cependant, fait savoir Olpa, les émissions « A vous la parole », « Le rendez-vous », « Les cris des opprimés » et toutes les autres à téléphone ouvert ont été interdites de diffusion.

Il est rappelé que cette radio a été suspendue à titre conservatoire, le 1er mars 2021, par le ministre Jobe Lungu qui l'a accusée de se livrer sans retenue aux injures et aux imputations dommageables à l'endroit des particuliers, des institutions et des autorités

légalement établies au cours des émissions précitées.

Dans une précédente réaction, indique-t-on, Olpa avait saisi, le 5 mars, l'autorité de régulation des médias, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac), l'instance publique de

régulation des médias, à qui il a demandé de réagir face à cette décision des autorités provinciales qui violerait des dispositions de la loi en la matière. Olpa a demandé aux autorités du Csac de s'impliquer activement, en vue d'obtenir la reprise inconditionnelle des émissions de ladite radio. Pour cette organisation, il y avait lieu de considérer que la décision du ministre provincial de la Communication et des médias du sud-Ubangi était entachée de plusieurs irrégularités et éternait, non seulement les dispositions de l'article 212 de la Constitution, mais aussi de la loi organique du 10 janvier 2011 portant composition, attribution et fonctionnement du Csac, reconnaissant son bureau, le seul pouvoir de prendre des mesures conservatoires à l'encontre des médias.

L.D.

8 MARS

Les femmes de km 4 édifiées sur la paix en période électorale

L'association Femmes de grâce que préside Prisca Massossa a organisé une causerie-débat avec les femmes du quartier Kilomètres-quatre (KM4) dans le premier arrondissement de Pointe-Noire, à l'occasion de la Journée internationale de la femme. L'objectif de cette rencontre : leur parler de la paix en période électorale.

La Journée internationale de la femme a été commémorée pour la 49e année consécutive en République du Congo, le thème choisi cette année a porté sur « La femme congolaise, la paix et le processus électoral dans le contexte de la covid-19 ».

À Pointe-Noire, l'association Femmes de grâce a réuni les femmes du KM4 sur le sous-thème : « L'implication des femmes dans le maintien de la paix en période électorale », ce thème a suscité beaucoup d'intérêt vu le contexte actuel du pays, caractérisé par l'élection présidentielle du 21 mars. Sans détours ni langues de bois, ces femmes ont été édifiées sur la paix, l'éducation des enfants et les réunions de famille afin de bien mener leur rôle de gouvernantes au sein de la société.

La présidente de cette association, Prisca Massossa, a insisté sur le rôle primordial que doit jouer la femme dans l'éducation des enfants et la consolidation de la paix. Son exposé a



Prisca Massossa entourée de ses collaboratrices./DR

débouché sur plusieurs sujets importants parmi lesquels celui des «bébés noirs». « Ce sont des enfants, ces «bébés noirs» les femmes qui accouchent vivent avec nous dans nos

« Ce sont les femmes qui accouchent des enfants, ces «bébés noirs» vivent avec nous dans nos maisons et nous n'osons rien faire, nous sommes donc responsables de cette situation »,

maisons et nous n'osons rien faire, nous sommes donc responsables de cette situation », a dit Prisca Massossa, avant de demander aux femmes de prendre leur responsabilité.

Après plus d'heures de débats féconds, les femmes de km4 ont salué cette initiative qui leur a permis de bien cerner non seulement le sens de la Journée internationale de la femme, mais également de comprendre leur rôle d'actrices clés et d'agents du changement en matière de paix.

Pour immortaliser cette activité, la présidente de l'association Femmes de grâce, Prisca Massossa, a distribué des pagnes à toutes les femmes présentes à cette activité et un cocktail dinatoire a été servi au nom de toutes les femmes de km4.

Notons que le monde a célébré la Journée internationale de la femme sur le thème : « Le leadership féminin pour un futur égalitaire dans le monde de la covid-19 ».

Hugues Prosper Mabonzo

CONGO TERMINAL

Sensibilisation à l'environnement des familles des agents à l'écocentre Renatura de Pointe-Noire

Une matinée de découverte et de sensibilisation sur la protection de l'environnement a été organisée le 6 mars par la Société Congo Terminal à l'écocentre Renatura dans le but d'inculquer aux enfants les bons réflexes de protection de la nature et de la biodiversité.

Près de vingt enfants accompagnés de leurs parents ont visité l'écocentre Renatura où ils ont été reçus par les animateurs qui œuvrent depuis des années dans la protection des tortues marines et de l'environnement au Congo.

Après le mot de bienvenue de Dylan DEF-FAUX, responsable du pôle éducation à l'écocentre Renatura, parents et enfants ont été scindés en trois groupes. Tour à tour, ils ont été reçus à l'espace réservé aux tortues marines, à celui dédié à la sensibilisation sur les multiples conséquences de la consommation de la viande de brousse et enfin dans la salle de formation où ils ont suivi des documents vidéo sur le cycle de l'eau.

Espèces en voie de disparition et sans cesse en proie à des menaces diverses, les tortues marines ont fait l'objet de la sensibilisation faite par de Franck et Chrysler, des animateurs de l'écocentre. Après avoir raconté une édifiante anecdote à l'auditoire, ils ont encouragé les participants à adopter des comportements responsables pour lutter contre l'extinction des espèces de tortues marines présentes



au Congo telles les tortues Imbriquées, les tortues Vertes, les tortue luth et les tortues Olivares. Car non seulement elles sont traquées par l'homme, leurs œufs déposés sur le sable le long du littoral en période de ponte finissent régulièrement dans les panses des animaux errants sur la berge quand ils ne sont pas emportés par les effets dévastateurs des érosions marines. Pourtant la nécessité de protéger les tortues s'imposent puisqu'elles constituent un des éléments importants de

la chaîne alimentaire. En effet à cause de l'homme et certaines de ses activités, de nombreuses espèces animales disparaissent chaque année. Cela cause un véritable déséquilibre écologique.

A travers une projection vidéo assortie des commentaires et explications, les participants ont aussi suivi avec attention le document sur le cycle de l'eau, qui a montré que cette ressource naturelle existante en trois états à savoir l'état solide, liquide et gazeux est une

denrée vitale pour la survie de tous les êtres vivants sur terre notamment les animaux ou les végétaux. L'espèce humaine y doit aussi sa vie car l'eau qui s'infiltré dans le sol peut être recueillie par les forages d'eau a expliqué l'animateur. Son évaporation provoque des précipitations qui arrosent le sol, qui en constitue le filtre par ses différentes couches terrestres. Toutefois, l'eau traitée et débarrassée de toutes les impuretés garantit une meilleure santé et éloigne l'homme des maladies d'origine hydriques. D'où l'exhortation à un meilleur usage de l'eau car quand cette denrée vient à manquer, les conséquences sont incalculables voire dramatiques comme en témoigne le document vidéo projeté dans la salle.

Satisfaits de la sensibilisation à l'environnement, les enfants n'ont pas manqué de louer l'initiative de Congo Terminal en souhaitant que pareille expérience soit multipliée à l'avenir pour leur plus grand profit mais aussi pour celui des parents qui ont ajouté des connaissances supplémentaires sur la protection de l'environnement qui doit être l'affaire de tous.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

La Likouala invoque trois raisons pour voter Denis Sassou N'Guesso

L'unité nationale, la paix sociale et la dotation du pays en infrastructures de base, sont les points sur lesquels les partisans du président sortant ont présenté comme essentiels pour choisir Denis Sassou N'Guesso le 21 mars.

Un message des peuples autochtones ouvre le meeting du candidat Denis Sassou N'Guesso à Impfondo dans la Likouala. En un mot la loi n° 5 du 25 février 2011 sur les droits des peuples autochtones. Il s'agit des minorités établies de longue date en Afrique et au Congo dont la réinsertion dans la vie active est toujours en cours au Congo. Leur représentant veut que leurs droits soient étendus davantage afin que leurs enfants bénéficient de bourses pour poursuivre leurs études à l'étranger. « Nous voterons pour vous à 100% », a-t-il terminé son propos.

Dans une ambiance particulière que le soleil exceptionnel d'Impfondo n'a pu altérer, le directeur local de campagne, Alain Moka, a pris la parole pour assurer Denis Sassou N'Guesso du plein soutien de la population de la Likouala : « Vous êtes ici à Impfondo dans la Likouala chez vous. N'ayez aucun doute pour le 21 mars. La Likouala est rangée derrière vous ».

A son tour, Denis Sassou N'Guesso a rappelé l'attachement des habitants de la Likouala au travail de la terre. En dépit de son enclavement, ce département pourvu de nombreuses richesses est promis



Denis Sassou N'Guesso échange avec les cadres de la Likouala et les membres de la direction locale de sa campagne électorale à Impfondo, le 10 mars

« Une route bitumée reliera le Congo à la Centrafrique et le Tchad au départ de Ouesso dans la Sangha. Je sais que certains projets lancés lors du programme de la municipalisation accélérée en 2005 n'ont pas été menés à leur terme du fait des difficultés de parcours, je promets de les achever si je suis élu ».

au développement, a poursuivi l'orateur. « Une route bitumée reliera le Congo à la Centrafrique et le Tchad au départ de Ouesso dans la Sangha. Je sais que certains projets lancés lors du programme de la municipalisation accélérée en 2005 n'ont pas été menés à leur terme du fait des difficultés de parcours, je promets de les achever si je suis élu ».

Il en est de même de la route Impfondo-Epena-Dongou construite pendant le plan quinquennal 1982-1986 qui devra être réhabilitée. Denis Sassou N'Guesso a aussi répété le message qu'il a développé le long de son périple dans la partie sud du pays. A savoir le développement des activités agricoles, l'un des axes de son projet de société. L'échange entre Denis Sassou N'Guesso est terminé par des consignes de vote du candidat à ses potentiels électeurs : « nous sommes sept candidats sur une liste unique mais chacun de nous a sa photo et son logo. Vous connaissez les miens et me promettez un vote sans appel de 100%. Rendez-vous le 21 mars », a conclu Denis Sassou N'Guesso qui s'était entretenu la veille avec son équipe de campagne.

Gankama N'Siah

POOL

Antoinette Sassou N'Guesso exhorte les femmes à pratiquer l'agriculture

L'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de la Fondation Congo Assistance, s'est entretenue le 10 mars à Kinkala avec les forces vives féminines du département du Pool. Elle a invité ces dernières à la pratique des activités agricoles, et à œuvrer pour la paix au Congo.

La rencontre avait pour objectif de solliciter l'accompagnement des femmes dans la réalisation de certains projets. Reconnaisant que le département du Pool figure parmi les grands greniers du Congo, la première dame a invité les femmes de la contrée à s'engager résolument dans le travail pour changer leur département à travers l'agriculture. En cette période de campagne électorale en vue de la présidentielle du 21 mars 2021, Antoinette Sassou N'Guesso ne se contente pas de jouer le rôle d'égérie de l'ombre. Aux côtés de son époux, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, candidat à la présidentielle, la première dame se projette au-devant de la scène pour semer la bonne parole et œuvrer pour la paix au Congo.

« Je ne suis qu'une simple interlocutrice qui sollicite votre accompagnement. Ce n'est pas parce que nous avons besoin de vos voix, mais il s'agit plutôt de notre devoir d'encourager la population à aller accomplir leur devoir civique. La paix doit être effective pour permettre à chacun de vaquer à ses occupations et à développer le département du Pool », a déclaré Antoinette Sassou N'Guesso qui s'exprimait en langue du terroir pour se faire comprendre. « Il faut savoir comment voter; et qui voter. Bannissez le désordre pour bâtir le département du Pool qui a trop souffert. Nous voulons qu'il y ait la paix », a-t-elle insisté.

Présentes à cette rencontre, la ministre des Petites et moyennes entreprises, Adélaïde Mougani, et celle de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, ont uni leur voix à celle d'un échantillon de femmes représentant quelques districts du Pool pour étaler les difficultés auxquelles chaque district est confronté, notamment : le manque d'eau potable, la mauvaise qualité d'électricité, l'absence des professionnels de santé, le manque d'enseignant, etc. Par la même occasion, Adélaïde Mougani a sollicité l'intercession de la première dame afin de porter leurs doléances auprès du chef de l'Etat.

Par ailleurs, elle a rappelé les actions phares menées par la première dame à travers la Fondation Congo Assistance, et salué les efforts entrepris par le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso pour le retour progressif de la paix dans le département du Pool.

Yvette Reine Nzaba

Les jeunes appelés à œuvrer pour la paix

En séjour à Pointe-Noire, la présidente de la Fondation Congo Assistance, Antoinette Sassou N'Guesso, a échangé avec l'Association Femme, ainsi qu'avec les jeunes.



Antoinette Sassou N'Guesso face aux jeunes les valeurs de paix, gage du développement du Congo.

L'organisation de la rencontre résulte d'un constat général dû au fait qu'à l'approche des élections, on enregistre souvent de la violence sous toutes ses formes. C'est dans cette optique que l'épouse du candidat Denis Sassou N'Guesso a tenu à conscientiser les jeunes à œuvrer pour la paix, sachant qu'ils sont la cible des hommes politiques pour générer la violence en période électorale. Il s'agit d'outiller les participants afin qu'ils soient les ambassadeurs de paix au sein de leurs familles respectives.

Dans son message rendu dans l'une des langues nationales du pays, Antoinette Sassou

N'Guesso a exhorté les jeunes en âge de voter à aller massivement exprimer leur droit civique. Elle estime que chacun ou chacune a la mission de jouer le rôle de mobilisateur pour encourager ses parents, amis et connaissances à aller au vote le 21 mars. Avant tout, il est important d'aller vérifier son nom sur les listes électorales.

En outre, elle s'est réjouie de l'accueil chaleureux qui leur a été réservé par les Ponténégrins. Mais elle pense que tout doit se jouer dans les urnes. S'adressant aux jeunes garçons souvent manipulés, Antoinette Sassou N'Guesso les a encouragés à reprendre à leur compte

Le même message de paix a été réitéré par la directrice de cabinet de la première dame. Elle a encouragé, à son tour, les jeunes à aller massivement voter. Pour Blandine Malila, le désir d'un climat de paix doit primer sur celui de la violence.

L'Association Femme, de son côté, a réaffirmé sa volonté d'accompagner l'épouse du candidat Denis Sassou N'Guesso. Les membres de cette fondation ont unanimement affiché leur désir de soutenir le candidat le plus expérimenté, en l'occurrence, Denis Sassou N'Guesso.

Y.R.Nz.